



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 23 juillet 2026

L'inflation mexicaine a poursuivi son ralentissement sur la première quinzaine de juillet 2026, portant l'inflation annuelle à 3,10 %.

L'inflation sous-jacente reste plus soutenue à 3,95 % en glissement annuel (g.a.), tirée par les services (+4,36 %) et les biens (+3,52 %), tandis que la composante non sous-jacente a nettement ralenti (+0,21 % sur un an), portée par la baisse des produits agricoles (-3,53 %). La Banque centrale du Mexique (Banxico) a indiqué que l'inflation des services devrait se modérer, mais à un rythme plus lent que prévu.

Ce ralentissement de l'inflation semble conforter le maintien à l'unanimité du taux directeur de Banxico à 6,50 %, le temps d'obtenir des signaux plus clairs d'une convergence durable de l'inflation vers la cible de 3 % dans un contexte international incertain, rendant les perspectives d'inflation complexes.

Banxico anticipe que l'inflation générale et l'inflation sous-jacente atteignent toutes deux 3,5 % au quatrième trimestre 2026, avant de converger vers la cible de 3 % au deuxième trimestre 2027.

LE CHIFFRE A RETENIR

+3,1 %

Inflation en g.a.
1^{ère} quinzaine de juillet 2026 -
INEGI

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Lors de la troisième ronde de négociation bilatérale de l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (ACEUM ou T-MEC) qui s'est tenue à Mexico du 21 au 23 juillet 2026, les États-Unis ont indiqué viser des accords partiels et provisoires d'ici la fin de l'année 2026 avec le Canada et le Mexique. Les discussions sur les règles d'origine et sur les normes de travail et environnementales du T-MEC se sont avérées sensibles et nécessiteraient davantage de temps, selon le Représentant au Commerce des Etats-Unis (USTR) Jamieson Greer, qui a confirmé que les renégociations du T-MEC s'étendraient jusqu'à l'année prochaine. Les irritants touchant le secteur automobile constituent un point central des discussions, l'USTR ayant annoncé vouloir renforcer les règles d'origine automobiles afin de réduire la dépendance de la chaîne d'approvisionnement nord-américaine aux composants électroniques (semi-conducteurs, écrans) issus d'économies hors marché. Pour rappel, ce secteur représente 4,5 % du PIB mexicain et 1 million d'emplois directs. Cette volonté de reporter les dossiers sensibles pourrait aussi s'expliquer par le calendrier électoral américain, qui influencerait les négociations d'ici les élections du Congrès en novembre. Par ailleurs, les négociations pour le renouvellement l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique pourrait se heurter à davantage de résistance, suite aux accusations américaines de corruption visant des responsables mexicains, de la préoccupation de Washington concernant une présence présumée d'espions russes au Mexique, ainsi que d'un regain de tensions tarifaires côté américain, illustré par l'annonce du 20 juillet d'un droit de douane de 50 % sur certains produits canadiens (alcool, matériaux de bois, produits laitiers, crosses de hockey...). Les États-Unis ont également réitéré leurs attentes envers le Mexique, conditionnant la révision du traité à une coopération accrue de ce dernier sur les sujets de sécurité frontalière et la gestion des ressources hydriques notamment.

Le durcissement de la politique commerciale du Mexique vis-à-vis des pays non liés par un accord de libre-échange a engendré une baisse de 23,2 % g.a. entre janvier et mai 2026 de ses importations en provenance de ces pays, principalement d'Asie. Cette baisse fait suite au train de mesures tarifaires entré en vigueur le 1er janvier 2026 sur 1 463 lignes tarifaires, concernant principalement les secteurs des voitures particulières, des pièces automobiles, de l'habillement/textile, de la sidérurgie, du papier, du verre et des cosmétiques. Cette hausse moyenne des droits de douane, de 16 % à près de 34 % (avec des pics à 50 % notamment sur les véhicules légers), a engendré une baisse de 23,2 % g.a. des importations sur les lignes tarifaires visées

par le décret en provenance des pays sans accord, passant de 15,4 Md USD à 11,8 Md USD entre janvier et mai 2026. Comme attendu, les importations en provenance des pays asiatiques ont connu les plus fortes baisses, au premier rang desquelles la Chine, dont les importations sont passées de 10,1 Md USD à 7,2 Md USD (-28,4 %). Cette réforme commerciale et ses effets s'inscrivent également dans le contexte de la renégociation du T-MEC. Les résultats de ces mesures, notamment vis-à-vis du partenaire chinois, pourraient envoyer un signal positif à l'administration américaine, en démontrant la bonne volonté du Mexique à ne pas devenir une plateforme de contournement des droits de douane américains imposés à la Chine.

Selon la dernière enquête de Citi, le consensus de marché confirme la faiblesse des perspectives économiques du Mexique en 2026, avec une prévision de croissance de 1,1 %, malgré une légère amélioration sur le front de l'inflation. La prévision moyenne de croissance du PIB est maintenue à 1,1 %, contre 1,3 % en début d'année. Elle reste nettement inférieure à l'estimation de 2,3 % du ministère des Finances (SHCP), mais correspond au point médian de la fourchette de 0,5 % à 1,7 % publiée par la Banque centrale du Mexique (Banxico). Près d'un tiers des répondants anticipent une croissance inférieure à 1 %. Selon Citi, une clarification des perspectives entourant la révision du traité Canada-Etats-Unis-Mexique (ACEUM ou T-MEC) et des mesures favorables à l'investissement privé pourraient soutenir l'activité. Les anticipations d'inflation ont en revanche été légèrement révisées à la baisse, à 4,09 % g.a. d'ici fin 2026, contre 4,20 % précédemment, légèrement supérieure à la fourchette cible de Banxico (3 % $\pm$ 1). Concernant l'inflation sous-jacente, cette dernière atteindrait 4,10 % selon le consensus de marché. Dans ce contexte, le marché anticipe une pause prolongée de l'assouplissement monétaire, avec un taux directeur maintenu à 6,50 % jusqu'à la fin de l'année.

Les actifs gérés par les fonds de pension mexicains (Afores) ont atteint un niveau record de 8 950 Md MXN (environ 511 Md USD) fin juin 2026. Ce montant représente près de 25 % du PIB et surpasse l'encours global du crédit bancaire. Cette progression illustre le poids croissant de l'épargne retraite dans le système financier mexicain et son rôle dans le financement à long terme de l'économie. Selon la Banque centrale du Mexique (Banxico), cette hausse reflète notamment le relèvement progressif des cotisations patronales prévu par la réforme des retraites de 2020, ainsi que la hausse des salaires du secteur formel. La progression des bénéfices du secteur a également accru sa contribution fiscale : au S1 2026, l'impôt sur les bénéfices payé par les Afores a augmenté de 22 % en termes réels par rapport au S1 2025. Cette dynamique est cependant nuancée par une hausse historique des retraits liés au chômage. En prélevant une partie de leur encours Afore, les cotisants réduisent mécaniquement le capital disponible pour leur future pension.

Sectoriel

Carlos Slim rachète la participation de TotalEnergies dans le Bloc 30. Grupo Carso, contrôlé par Carlos Slim, a conclu un accord pour l'acquisition de l'intégralité de sa participation de 30 % dans le *Bloc 30*, bloc d'exploration et de production d'hydrocarbures situé dans le golfe du Mexique. L'opération repose sur un montage capitalistique : elle sera réalisée par Mx Dita Nrg 1, filiale de Zamajal, elle-même détenue à 80 % par Grupo Carso et à 20 % par Control Empresarial de Capitales, holding patrimoniale de la famille Slim. À l'issue de la transaction, Harbour Energy conservera sa participation majoritaire de 70 % et demeurera l'opérateur du bloc. Situé à 29 km des côtes de Veracruz et Tabasco, le Bloc 30 s'étend sur 30,5 km² et comprend le gisement Kan, destiné à la production de pétrole léger. Attribué en 2018 dans le cadre des appels d'offres issus de la réforme énergétique, le bloc est exploité sous la forme d'un contrat de partage de production d'une durée de 25 ans. Cette opération confirme la stratégie de renforcement de Carlos Slim dans l'amont pétrolier mexicain, après plusieurs acquisitions d'actifs intervenues ces dernières années.

Le gouvernement mexicain a réduit de plus de 90 % les crédits du Train interocéanique en deux ans. Selon une analyse publiée par *El Universal*, le ministère des Finances (SHCP) a amputé de 2,26 Md USD les crédits alloués au Train interocéanique de l'isthme de Tehuantepec en 2025 et 2026. Sur les 2,51 Md USD initialement votés par le Congrès, seuls 245 M USD ont finalement été maintenus. Ces arbitrages ont notamment réduit, voire supprimé, les financements consacrés à l'exploitation, à la maintenance des infrastructures et au développement régional du corridor. Après une dérive des coûts ayant porté le coût du projet de 1,04 Md USD à plus de 3,23 Md USD, ces coupes budgétaires interviennent à un moment sensible puisqu'elles coïncident avec un second déraillement en moins de sept mois, survenu sur la ligne Z reliant Oaxaca à Veracruz, au même endroit que l'accident de décembre. Si aucun blessé n'est à déplorer cette fois-ci, cet incident ravive les interrogations sur les conditions d'exploitation et d'entretien du réseau.

Opella localise au Mexique la production d'Enterogermina afin de renforcer sa plateforme industrielle régionale. Le laboratoire spécialisé dans les produits d'automédication a inauguré une nouvelle ligne de production sur son site d'Ocoyoacac (État de Mexico), représentant un investissement de 62,5 M USD. Cet investissement constitue la première phase du programme d'investissement de 120 M USD qu'Opella prévoit de déployer au Mexique entre 2023 et 2028. Elle permettra de substituer les importations en provenance d'Italie par une production locale, portant de 60 % à 80 % la part des ventes d'Opella au Mexique fabriquées sur le territoire national. Cette montée en capacité intervient alors que le Mexique est devenu le troisième marché mondial d'Enterogermina, derrière les États-Unis et le tandem France–Italie. La nouvelle ligne disposera d'une capacité annuelle de 200 millions de minibouteilles, dont plus de la moitié alimentera le marché mexicain, le

reste étant destiné à l'exportation vers plusieurs pays d'Amérique latine, notamment le Brésil. L'investissement s'appuie sur la dynamique du marché mexicain des probiotiques, estimé à près de 260 M USD, ainsi que sur celle du marché des médicaments d'automédication, des vitamines et des compléments alimentaires, évalué à 3,8 Md USD et en croissance annuelle de 5 à 6 %.

Finances publiques

La lente consolidation fiscale du pays et les incertitudes commerciales fragilisent le statut d'*investment grade* du Mexique. Si aucune agence ne semble envisager une nouvelle dégradation de la notation du pays en 2026, une récente publication de S&P revenant sur la décision de mai 2026 et sur la baisse de la perspective de « stable » à « négative » a ravivé certaines interrogations, notamment face à la faible croissance du pays, la lenteur du redressement fiscal et au caractère structurellement déficitaire des finances publiques du pays. Le contexte international continue par ailleurs d'alimenter des dépenses publiques qui s'accumulent, notamment en soutien à la consommation via les subventions à la pompe dans le cadre du conflit avec l'Iran, mais également via le soutien financier apporté à Pemex. Le budget 2026 prévoit plus de 44,6 M USD dont 14,9 M USD pour couvrir les amortissements de dettes. Le principal risque pour le Mexique serait de voir sa dette dépasser les 60 % du PIB, tandis que sa croissance continuerait de stagner sous les 2 %. Malgré ce contexte, l'entreprise BlackRock estime que le gouvernement parvient à contenir la hausse de la dette suffisamment pour préserver un environnement d'investissement favorable, et que les avantages structurels du pays, en particulier son intégration au bloc nord-américain, devraient retenir les capitaux étrangers malgré les incertitudes liées à la révision en cours du T-MEC.

Le Mexique a refinancé pour la troisième fois cette année une partie de sa dette intérieure, à hauteur de 183,2 Md MXN (environ 10,5 Md USD). L'opération a permis d'allonger de 3,64 ans la maturité moyenne des titres concernés et de lisser le calendrier des remboursements. Elle porte sur 5,4 Md USD d'échéances prévues en 2026, 1,25 Md USD en 2027 et 3,76 Mds USD à partir de 2028. En parallèle, le ministère des Finances (SHCP) a mené sa troisième opération syndiquée de l'année sur la courbe des taux indexée à l'inflation. Il a émis 388 M USD d'une nouvelle souche d'Udibonos à échéance avril 2037. Assortie d'un coupon de 4 %, celle-ci offre un rendement réel de 4,6 %. Ces opérations permettent de réduire le risque de refinancement à court terme, sans pour autant diminuer l'encours global de la dette. Pour le ministère des Finances, ces transactions devraient permettre le maintien de la confiance des investisseurs. En mai, la dette intérieure représentait 78 % de la dette publique totale.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	23/07/2026
Bourse (IPC)	1,36%	18,25%	67 303,83 points
Change MXN/USD	0,34%	-5,58%	17,51
Change MXN/EUR	-0,20%	-8,72%	19,92
Prix du baril mexicain	11,89%	35,12%	84,76

Amérique centrale

Costa Rica

L'agence de notation S&P Ratings maintient la note souveraine du Costa à BB, assortie d'une perspective stable malgré le niveau encore élevé de dette publique et le coût du service de la dette. L'agence prévoit une croissance du PIB de 3,5 % par an pour les quatre prochaines années, soutenue par les exportations de produits à forte valeur ajoutée (dispositifs médicaux) mais aussi par les services, le tourisme, la stabilité institutionnelle et le niveau de qualification de la main-d'œuvre. Cependant, le ratio de dette/PIB devrait rester au-dessus de 60 % et les paiements d'intérêts devraient représenter 4,4 % du PIB, soit 19 % des recettes du gouvernement. L'agence pointe également les retards dans l'approbation des emprunts externes qui contraignent le gouvernement à devoir davantage se tourner vers le marché domestique pour se financer.

El Salvador

Selon la Banque centrale (BCR), le secteur de la construction a connu au T1 2026 une croissance de 13,5 % par rapport au T1 2025. Cette hausse est supérieure à celle des 18 autres secteurs et activités évalués par la BCR, notamment le secteur minier (+11,1 %), le transport et la logistique (7,6 %) et l'hôtellerie et la restauration (7,1 %). Le directeur du Bureau de planification de l'agglomération de San Salvador (Oficina de Planificación del Área Metropolitana de San Salvador –OPAMSS), Luis Rodríguez, a indiqué que le secteur compte près de 1 700 entreprises enregistrées, et emploie 180 000 personnes, dont 15 % de femmes.

Selon l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM), le Salvador a reçu entre janvier et mai 4,21 Md USD d'envois de fonds (*remesas*), montant en hausse de 5,9 % par rapport aux cinq premiers mois de 2025. Pour les trois pays du Triangle Nord, ces transferts ont porté sur 20,15 Md USD (dont 53 % destinés au Guatemala, 26 % au Honduras et 21 % au Salvador), soit 8,6 % de plus qu'en 2025.

Guatemala

Pour la troisième année consécutive, le Guatemala voit progresser son Indice de liberté économique, attribué par le think-tank américain The Heritage Foundation. Le pays se classe 72^{ème} sur 184 pays évalués, et 15^{ème} sur 32 sur le continent américain. Le Guatemala affiche un indice de 63,5 sur 100, supérieur à celui du Mexique (59,8) et du Salvador (57,7), le think-tank ayant souligné « la rigueur budgétaire, l'ouverture commerciale et la stabilité monétaire » guatémaltèques, mais aussi « un niveau élevé de corruption » et « un système judiciaire fragile ».

Le Guatemala a enregistré fin juin une inflation de 2,27 % g.a., soit un taux inférieur à la moyenne centraméricaine, et ce en dépit « d'un contexte géopolitique international qui a lourdement affecté les prix des carburants » selon le Centro de Investigaciones Económicas Nacionales (CIEN). Le CIEN note également « un taux de croissance du PIB de 4,5 % au T1 2026, supérieur à ceux des trois dernières années sur la même période » ainsi qu'une « croissance des importations et des exportations, des réserves monétaires internationales, et des remesas » lors du S1 2026.

Honduras

Le Honduras a officialisé sa réintégration au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). par sa ratification, le 17 juillet, de la Convention CIRDI, que le président Asfura a signée le 6 mars au siège de la Banque mondiale à Washington, et qui entrera en vigueur le 16 août. L'ancienne présidente,

Xiomara Castro, l'avait dénoncée en février 2024, considérant qu'elle portait atteinte à la souveraineté nationale du Honduras.

Le ministre des Investissements Epaminondas Marinakys, directeur exécutif du Conseil national des Investissements (CNI), et le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tegucigalpa (CCIT), ont signé le 15 juillet un partenariat stratégique public-privé visant à « *créer un environnement des affaires plus propice* ». L'accord ambitionne également de « renforcer l'attractivité du Honduras pour les investisseurs nationaux et étrangers, renforcer la sécurité juridique et stimuler la compétitivité des entreprises ». Le CNI et la CCIT ont notamment évoqué comme actions conjointes possibles « l'organisation de rencontres d'affaires et de séminaires », « la participation coordonnée à des salons nationaux et internationaux », et « la réalisation d'études pour identifier de nouvelles opportunités d'attirer des investissements ».

Nicaragua

Selon le ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce (MIFIC), les exportations nicaraguayennes ont atteint le montant « *historique* » de 5,1 Md USD au S1 (en hausse de près de 28 % par rapport au S1 2025), grâce à une « *solide diversification des marchés de destination* ». Sur la période, les principaux clients du Nicaragua ont été les Etats-Unis avec 45 % du total (2,3 Md USD, +15,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2025), l'Amérique centrale (15 % du total avec 743 M USD, +1,9 %), le Canada (14 % du total, 713 M USD, +70,4 %), le Mexique (11 % avec 537 M USD, +13,5 %), l'Union européenne (8 % avec 406 M USD, +14,6 %) et la République populaire de Chine (60 M USD, +1,2 %).

Panama

L'agence de notation Fitch Ratings maintient la note souveraine de long terme du Panama à BB+, assortie d'une perspective stable. Selon ses projections, la croissance du PIB devrait ralentir à 4,0 % en 2026, après 4,4 % en 2025, soutenue par l'activité du Canal ainsi que par les secteurs du transport, de la logistique et des services. La trajectoire économique reste toutefois exposée à trois principaux risques : le niveau élevé de la dette publique, à 65,7 % du PIB en 2025, et la hausse du service de la dette, dont les intérêts pourraient représenter 20 % des recettes publiques d'ici 2027 ; l'incertitude entourant l'avenir de la mine de cuivre *Cobre Panamá*, dont une éventuelle réouverture pourrait ajouter 2 pp à la croissance ; et le risque de sécheresse associé au phénomène El Niño, susceptible de perturber l'activité du Canal.

En mai, l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) du Panama a progressé de 5,2 % g.a., contre 3,0 % un an plus tôt. Sur les cinq premiers mois de l'année, la croissance cumulée de l'IMAE s'est établie à 4,9 % g.a., selon l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC). Cette dynamique a été portée par le commerce de détail et de gros, les réexportations de la Zone libre de Colón, le trafic du Canal, les activités portuaires et les services financiers. À l'inverse, la construction et l'investissement public dans les infrastructures ont reculé sur la période. En parallèle, les exportations de services ont atteint 5,5 Md USD au T1 2026, en hausse de 9,7 % g.a., dont 2,8 Md USD pour le secteur des transports (Canal, ports et logistique), soit plus de la moitié du total. Les recettes liées aux voyages et au tourisme ont également progressé de 15,6 % g.a..

La Zone libre de Colón (ZLC) prévoit 250 M USD d'investissements pour étendre et moderniser ses activités, avec un appel d'offres pour la première phase du projet attendu avant novembre 2026. Baptisé « New Field », le projet prévoit l'aménagement de 280 hectares supplémentaires afin de diversifier le modèle économique de la ZLC au-delà du commerce et de la réexportation, notamment dans la manufacture légère, le *nearshoring*, les centres de données ainsi que les infrastructures énergétiques et de télécommunications. La première phase, portant sur 36 hectares, devrait être lancée avant novembre 2026. Créée en 1948, la ZLC s'étend actuellement sur 1 065 hectares, regroupe plus de 2 600 entreprises et a généré plus de 25 Md USD d'échanges en 2025, soit 2 Md USD de plus qu'en 2024. Cette annonce intervient alors que la ZLC fait l'objet de critiques croissantes : selon un récent rapport de la *Transnational Alliance to Combat Illicit Trade* (TRACIT), elle constituerait l'un des principaux points de vulnérabilité du Panama en matière de lutte contre la contrebande, le blanchiment d'argent et le trafic de marchandises illicites.

Le gouvernement panaméen prévoit de reprendre le contrôle total de Petroterminal de Panamá (PTP), l'entreprise mixte qui exploite l'oléoduc transisthmique. L'État, qui détient déjà 59 % du capital, devrait acquérir les 41 % restants auprès de la société américaine NIC Holding, en exerçant une option d'achat prévue dans le contrat. PTP exploite un oléoduc de 131 km reliant le terminal atlantique de Chiriquí Grande au terminal pacifique de Charco Azul, permettant d'acheminer du pétrole d'un océan à l'autre avec une capacité de 860 000 barils par jour, sans transiter par le Canal. Le rachat devrait être financé sur les revenus propres de l'entreprise, sans recours au budget de l'État ni à l'endettement public. Le gouvernement n'a pas encore précisé si l'exploitation de l'oléoduc sera reprise par une entité publique ou confiée à un nouvel opérateur.

Caraïbes

Cuba

La chaîne hôtelière espagnole Meliá, qui exploite 34 établissements à Cuba, mettra fin à l'ensemble de ses activités sur l'île à compter du vendredi 24 juillet, en raison des « *importantes difficultés d'ordre opérationnel, juridique, économique et financier qui affectent de manière persistante Cuba* », selon le groupe. Cette décision entraîne également la fin de l'utilisation de ses marques à Cuba et de sa participation à la chaîne d'approvisionnement locale assurant le ravitaillement de ses établissements. Elle intervient dans un contexte de difficultés croissantes pour le secteur touristique cubain, notamment liées au renforcement des sanctions américaines. Le 7 mai, lors de la présentation de ses résultats du premier trimestre, Meliá avait déjà annoncé la fermeture de 50 % de sa capacité opérationnelle à Cuba en raison de l'impact de ces sanctions. Présent sur l'île depuis 36 ans, le groupe avait accompagné le développement du tourisme cubain au cours des dernières décennies.

Dominique

L'Union européenne aurait demandé à cinq États caribéens de supprimer progressivement leurs programmes de citoyenneté par investissement (CBI), afin de limiter les risques associés aux « passeports dorés », qui permettent à des investisseurs d'obtenir la nationalité de pays bénéficiant d'une exemption de visa pour l'espace Schengen. Les cinq pays concernés – la Dominique, Saint-Christophe-et-Niévès, Antigua-et-Barbuda, la Grenade et Sainte-Lucie – auraient adopté une position commune qu'ils prévoient de défendre prochainement à Bruxelles auprès des institutions européennes. Ils demanderaient, en contrepartie de la suppression de ces programmes, la mise en place de financements alternatifs, de nouveaux engagements d'investissement et d'un soutien à la diversification de leurs économies. L'enjeu est particulièrement important pour la Dominique, où les recettes issues du CBI représenteraient 27,5 % du PIB prévu pour l'exercice 2025/26, selon le FMI. Le Premier ministre dominiquais Roosevelt Skerrit et ses homologues défendent ainsi le rôle du CBI dans le financement des infrastructures, de la santé, de l'éducation et des projets de résilience climatique.

Haïti

La Banque de la République d'Haïti (BRH) projette une contraction du PIB de 1,5 % à 1,7 % sur l'exercice fiscal 2025-2026 (d'octobre 2025 à septembre 2026). Selon le gouverneur de la BRH, Ronald Gabriel, plusieurs chocs externes et internes

expliquent le retard du retour à la croissance. Les chocs externes sont multiples : les tensions géopolitiques récentes ont freiné la diminution des prix internes, les conditions financières se sont resserrées et le durcissement des politiques migratoires a impacté Haïti en raison de sa dépendance aux importations et aux transferts de la diaspora. Sur le plan interne, c'est surtout la situation sécuritaire, bien que s'améliorant dernièrement, qui constitue le frein majeur au retour de la croissance. Cependant, l'espoir d'un retour à la croissance pour l'exercice fiscal 2026-2027 demeure grâce à certains indicateurs économiques au vert. En premier lieu, l'inflation a diminué en mai 2026 et est passée à 20 % g.a., la plus faible inflation enregistrée depuis plus d'un an. Par ailleurs, le taux de change est stable depuis trois ans et les réserves internationales brutes de change (3,5 Md USD en mai 2026) correspondent à huit mois d'importations, ce qui est supérieur aux recommandations du FMI.

Jamaïque

Le directeur général de la *National Reconstruction and Resilience Authority* (NaRRA), Antony Anderson, s'est rendu le 16 juillet dans les localités de Black River et Parottee afin d'échanger avec les habitants sur les futurs projets de reconstruction. Ces deux localités de la paroisse de St. Elizabeth, durement touchée par l'ouragan Melissa en octobre 2025, pourraient être reconstruites sur de nouveaux sites afin de renforcer leur résilience face aux risques climatiques. La NaRRA souhaite ainsi intégrer les attentes des populations locales aux projets de reconstruction afin d'identifier les solutions les plus adaptées aux vulnérabilités du pays. Dans le village côtier de Parottee, certains habitants seraient favorables à une relocalisation, tandis que d'autres préféreraient rester sur place, la pêche constituant le cœur de leur activité économique.

République Dominicaine

La hausse du coût de la vie, avec une inflation de 5,7 % g.a. en juin 2026, catalyse les mécontentements dans la société dominicaine. Il s'agit du troisième mois consécutif où l'inflation interannuelle se retrouve au-dessus de la cible fixée par la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) à 4,0 % $\pm$ 1,0 %. La hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) en juin 2026 est portée en grande partie par les transports (+ 8,4% g.a.), les biens et services divers (+ 6,4 % g.a.), les restaurants et hôtels (+ 8,0 % g.a.) et les aliments et boissons non alcoolisées (+ 7,0 % g.a.). C'est en particulier cette dernière catégorie qui est à l'origine de nombreuses mobilisations, du fait de son poids important dans le panier de biens et de services essentiels. Face à l'augmentation de 36,5 % du prix de ce panier depuis le début du mandat du président Abinader, plusieurs tranches de la population ont entamé des

protestations et se sont ensuite rassemblés en nombre pour la première fois depuis 2020 sur la Plaza de la Bandera le 9 juillet dernier. Si la pauvreté a diminué ces dernières années, les mécontentements persistent face à la faiblesse de la grande majorité des salaires dans le pays. En effet, plus de 80 % des salariés sont payés en-dessous de 50 000 DOP (859 USD), montant qui correspond au panier de biens et de services essentiels moyen en juin 2026. Dans les zones franches, particulièrement féminisées, la République dominicaine fait figure de mauvais élève, avec un salaire moyen parmi les plus bas de la région (382 USD contre un salaire moyen régional de 1 127 USD).

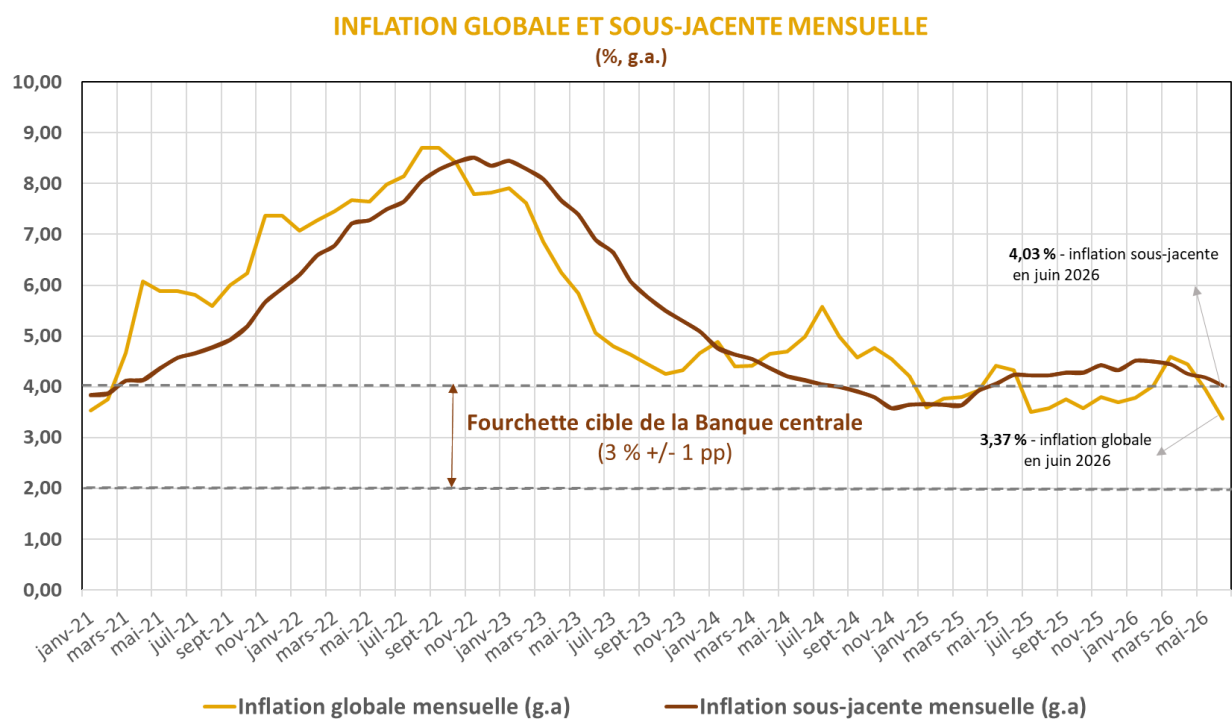
La République dominicaine est devenue le cinquième pays d'Amérique latine à avoir atteint l'objectif « Zéro faim » des Nations Unies. L'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que la sous-alimentation est passée sous la barre des 2,5 % sur la période 2023-2025, alors qu'elle était de 7,6 % entre 2014 et 2016. Qu Dongyu, directeur général de la FAO, a salué la politique menée par la République dominicaine dans ce domaine, estimant que le pays pouvait servir de modèle à d'autres États, quelle que soit leur taille ou leur niveau de développement. Cette réussite repose notamment sur la forte progression de la production agricole, qui est passée de 27,9 Mt annuels en 2020 à 34,7 Mt en 2025. La République dominicaine a ainsi atteint une auto-suffisance alimentaire de 85 %, la quasi-totalité de la viande, des fruits et des légumes de la cuisine dominicaine étant produits dans le pays. La coordination interinstitutionnelle, en particulier avec la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi que la mise en œuvre de programmes publics tels que le Programme d'alimentation scolaire et le programme *Alimentate*, qui apporte une aide à 1,5 M des foyers les plus modestes, ont également joué un rôle déterminant dans cette réussite. Cependant, l'alimentation équilibrée pour tous est loin d'être une réalité puisque 1,9 M de dominicains n'ont pas les moyens d'y avoir accès et que 31 % de la population était considérée comme obèse en 2024.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,2%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

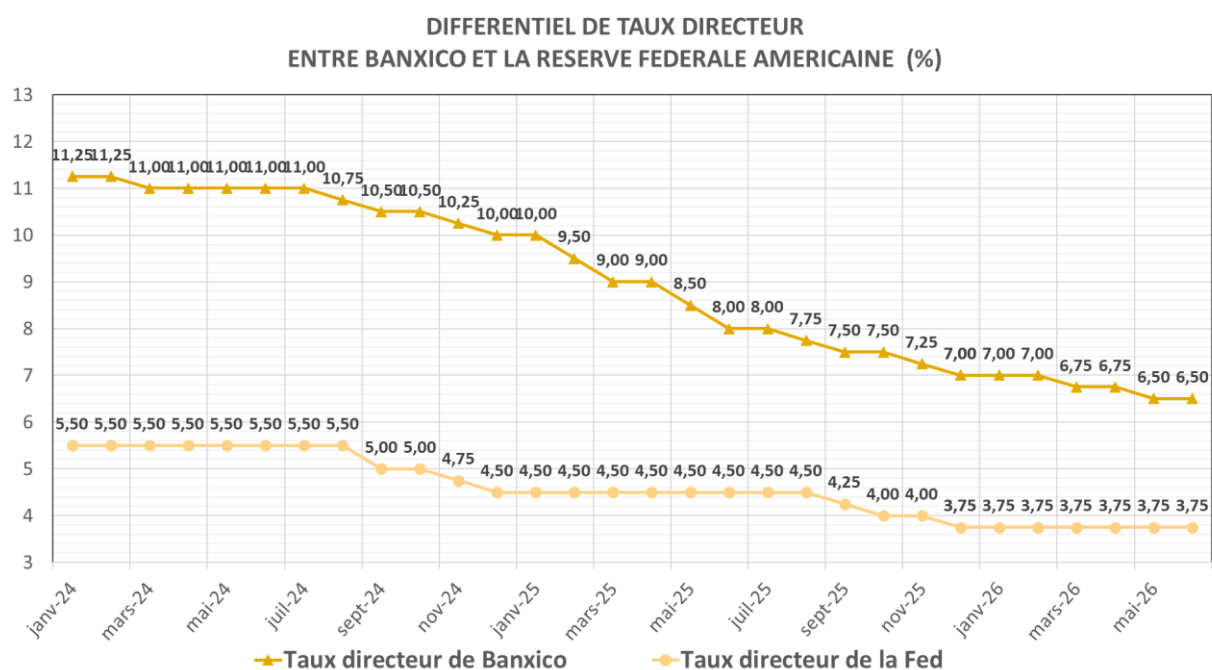
- Annexe Graphique Mexique -



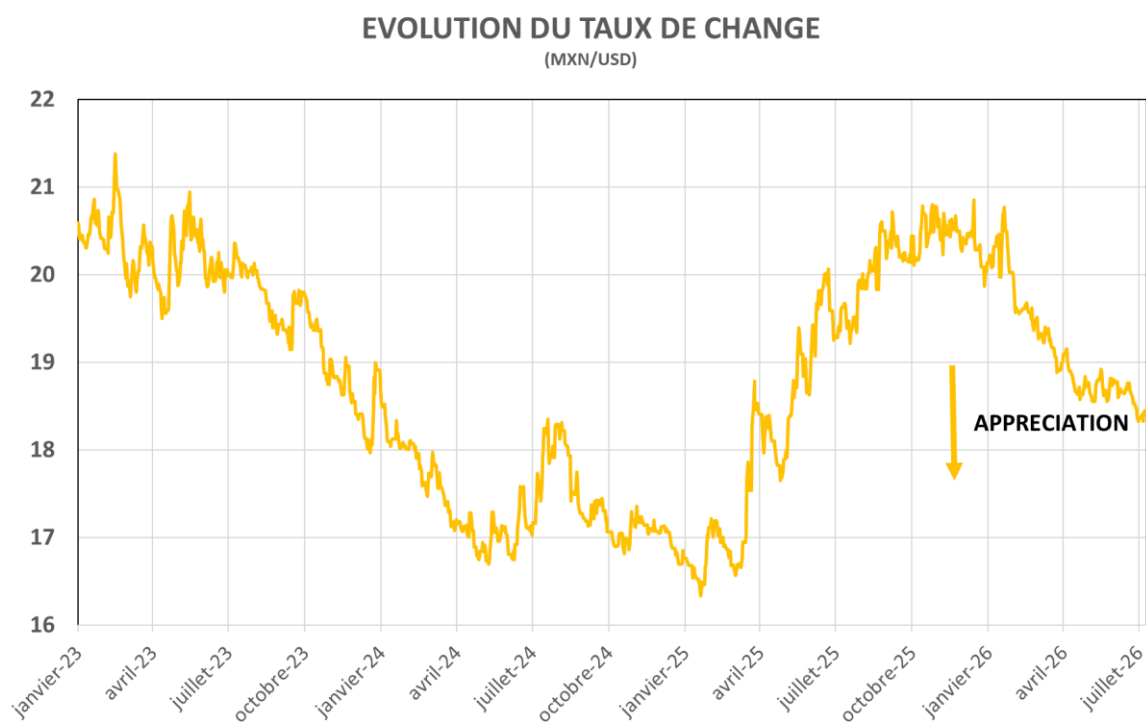
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275

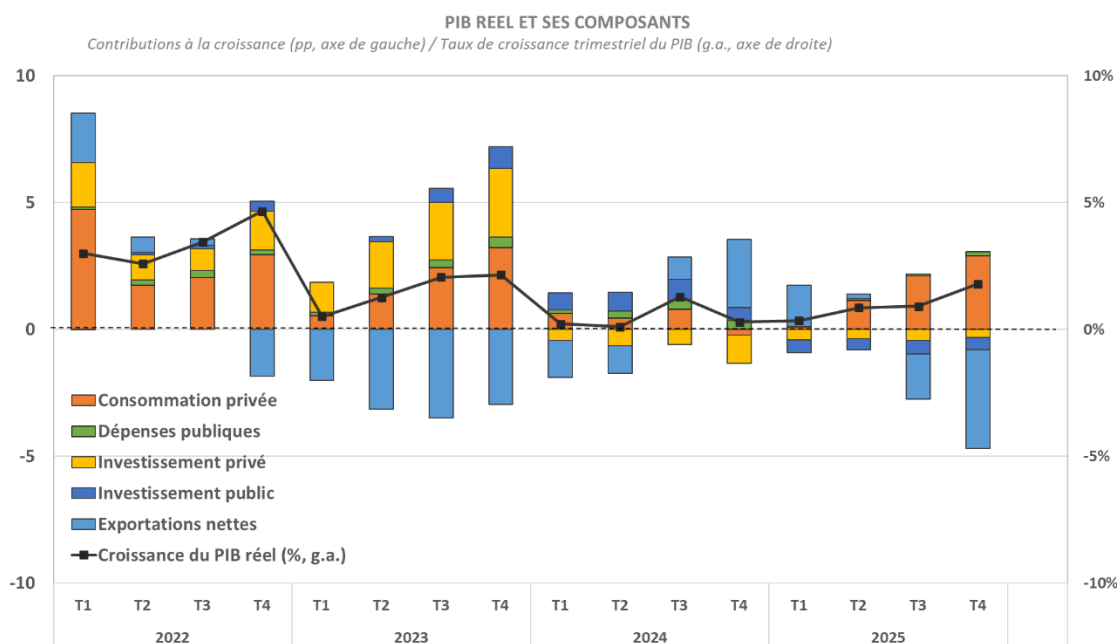
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



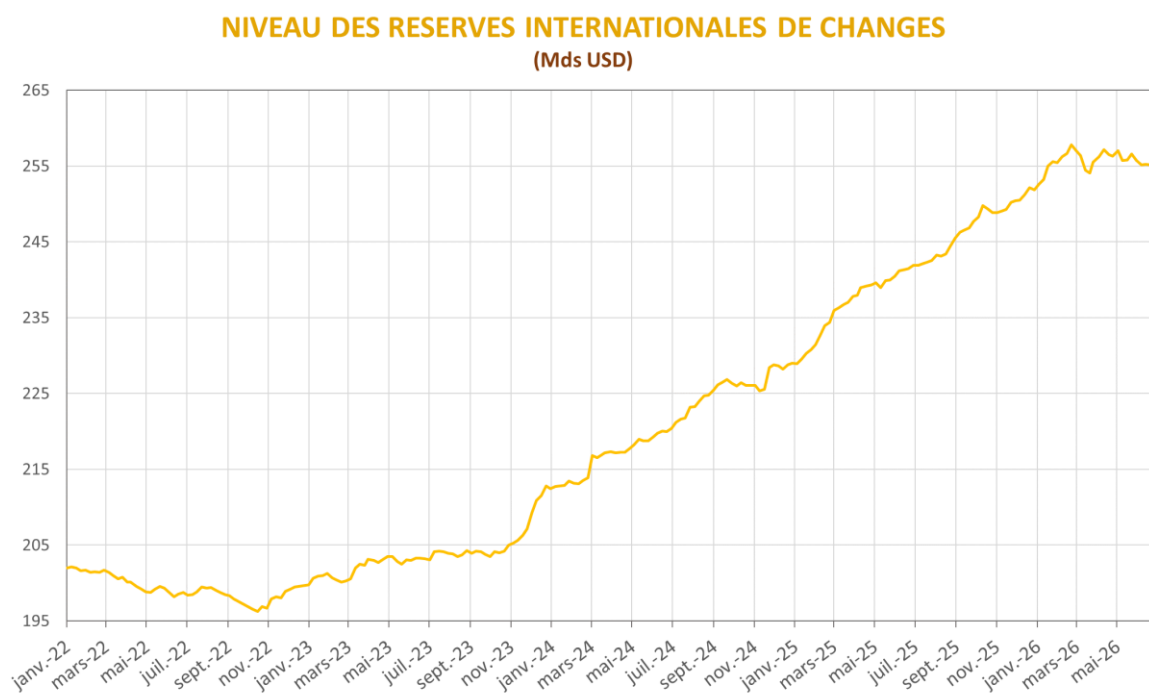
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr